

Qui sont les demandeurs d'asile ?

Éducation civique

Niveau B1

Document déclencheur

Compréhension audiovisuelle

1. Regarde une première fois la vidéo puis complète les phrases avec les mots manquants.

soutien – attente – déracinées – persécutions – demandeurs – requête – évaluation – besoins – armés – fournir – déposer
--

1. Les conflits _____ ou les _____ obligent beaucoup de personnes à quitter leurs foyers pour être en sécurité.
2. Heureusement, les personnes _____ peuvent demander d'entrer dans un autre pays au titre de _____ d'asile.
3. Pour _____ une demande d'asile il faut _____ des documents pour appuyer la _____.
4. L'_____ de la demande d'asile peut prendre beaucoup de temps.
5. Durant cette période d'_____, les demandeurs d'asile ont le droit à un _____ couvrant leurs _____ quotidiens.

Compréhension détaillée

2. Regarde une nouvelle fois la vidéo puis réponds aux questions suivantes.

1. Qu'est-ce qu'un demandeur d'asile ?

2. Où la demande de protection doit-elle être déposée ?

3. Que font les fonctionnaires spécialisés une fois la demande déposée ?

4. Quels documents le demandeur doit-il fournir pour appuyer sa requête ?

5. Quels sont les défis auxquels les demandeurs d'asile doivent faire face ?

Au cœur de la question

Compréhension écrite

3. Lis le texte puis réponds aux questions.

À Paris, une école mobilisée contre l'expulsion programmée de Fatimate

Une centaine de militants, d'enseignants et d'élus se sont rassemblés lundi 8 février devant une école parisienne pour dénoncer la procédure d'expulsion visant une écolière ivoirienne de CM2, Fatimate, et ses parents demandeurs d'asile, victimes selon eux de l'«absurdité» des textes européens.

L'enfant de 10 ans, scolarisée depuis octobre dans l'école Fernand-Labori dans le XVIII^e arrondissement de Paris, fait l'objet depuis quelques semaines d'un arrêté de transfert vers l'Italie. Parce que ses parents y avaient d'abord sollicité le statut de réfugié avant de demander l'asile en France, ils en dépendent administrativement en vertu du règlement européen de «Dublin». Sauf annulation de cette décision par le tribunal administratif de Paris, où les parents ont déposé un recours, l'expulsion pourrait être exécutée jeudi. «On fait bloc, parce que c'est inhumain comme situation. Elle est bien à l'école, en quatre mois elle a fait de très grands progrès. Elle est lancée et une expulsion briserait tout ça», s'est indignée Renaud Heinich, son instituteur, à l'origine de la mobilisation qui fédère désormais de nombreux élus. «Elle a eu la force de demander de l'aide», poursuit-il sous la banderole «Non à l'expulsion de nos élèves», affichée sur l'établissement. «Un soir en sortant de l'école, elle m'a arrêté et m'a dit: Mes parents ont reçu une lettre de la police disant qu'on doit aller en Italie», se souvient l'enseignant. «Elle nous a dit qu'elle préférerait rester ici seule plutôt que de partir en Italie. Elle se sent à l'aise ici, on parle français, pas italien», explique à l'AFP le père de Fatimate, Ibrahim Sangare, qui redoute d'être renvoyé en Côte d'Ivoire, qu'il affirme avoir fui pour que sa fille échappe à l'excision. Il assure garder «espoir», surtout grâce à la détermination de sa fille: «On met plus d'une heure pour venir à l'école, mais elle ne s'est jamais découragée. Elle se réveille à 6H00 pour nous dire de l'emmener», explique-t-il.

Face à l'imminence de l'expulsion, de nombreux élus ont écrit à la préfecture de police de Paris ou encore au ministère de l'Intérieur, pour demander une annulation de la mesure. Cette affaire montre «l'absurdité de ces règlements qui ne tiennent pas compte de la vie des gens», a dénoncé sur place Ian Brossat, élu du XVIII^e arrondissement et adjoint de la maire de Paris en charge de l'accueil des réfugiés.

La communauté éducative de l'école, elle, assure qu'elle fera «tout ce qui est possible» pour conserver son écolière.

François Bouchon

-
-
-

-
-
-

-

-

Production écrite

- [illegible]